

BE-A0525_721016_806628_FRE

Inventaire des archives de la commune
d'Aische-en-Refail. Dépôt 2019 (1907-1976)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	12
Organisation.....	13
Archives.....	13
Historique.....	13
Acquisition.....	15
Contenu et structure.....	16
Contenu.....	16
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	16
Finances et fiscalité.....	17
Patrimoine.....	17
Etat civil.....	17
Population.....	18
Elections.....	18
Affaires militaires.....	19
Travaux publics.....	19
Enseignement.....	19
Bienfaisance ou assistance publique.....	19
Culte.....	20
Langues et écriture des documents.....	20
Sélections et éliminations.....	20
Accroissements/compléments.....	21
Mode de classement.....	21
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
1 - 6 Registres aux délibérations. 1912-1976.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
9 - 12 Registres aux délibérations. 1913-1977.....	23
C. Correspondance générale.....	24
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	25
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	25
1. Fusion.....	25
2. Territoire.....	25
3. Jumelage.....	25
4. Coopération intercommunale.....	25
B. Organisation et membres des organes politiques.....	26
1. Conseil communal.....	26
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	26
C. Archives.....	26

D. Personnel des services.....	26
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	26
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	27
3. Dossiers du personnel administratif et technique.....	27
36 - 38 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1930-1971.....	27
4. Dossiers du personnel de police.....	28
45 - 46 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1941-1968.....	28
5. Dossiers du personnel ouvrier.....	28
6. Dossiers du personnel enseignant.....	29
III. Patrimoine immobilier.....	30
58 - 59 Dossiers relatifs aux échanges de terrains. 1873, 1930-1934.....	30
62 - 63 Dossiers relatifs au droit de chasse. 1930-1952, 1962.....	30
IV. Finances et fiscalité.....	32
A. Comptabilité du secrétariat.....	32
1. Budgets et annexes.....	32
71 - 75 Budgets annuels et annexes. 1935-1977.....	32
2. Subventions des autorités supérieures.....	32
B. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
77 - 80 Grands-livres des recettes et dépenses. 1946, 1950-1976.....	32
2. Comptes et pièces justificatives.....	33
83 - 87 Comptes annuels et annexes. 1935-1976.....	33
88 - 124 Pièces justificatives aux comptes. 1939-1976.....	33
C. Impositions et taxes.....	36
1. Impôts communaux.....	36
2. Impôts provinciaux.....	36
3. Impôts d'État.....	36
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	36
134 - 135 Matrices mécanographiques passives. [1960-1970].....	37
V. État civil.....	38
VI. Population.....	39
A. Registres et mouvements de la population.....	39
146 - 153 Registres de la population. 1921-1980.....	39
146 - 147 1921-1930.....	39
148 - 149 1931-1947.....	39
150 - 151 1948-1960.....	39
153 - 153/B 1971-1980.....	39
154 - 156 Registres des entrées. 1914-1977.....	39
157 - 159 Registres des sorties. 1913-1977.....	40
B. Recensements et autres états de la population.....	40
160 - 161 Bulletins de ménage produits dans le cadre de recensements. 1961, 1970.....	40
VII. Élections.....	41
VIII. Affaires militaires et guerres.....	42
A. Milice et volontaires.....	42
166 - 171 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1923-1979.....	42
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	43
C. Guerres et conséquences.....	43
1. Généralités.....	43
2. 1914-1918.....	43
3. 1939-1945.....	43
IX. Ordre et sécurité publics.....	45

A. Police.....	45
B. Service d'incendie.....	46
X. Santé publique.....	47
A. Services communaux.....	47
1. Inspection médicale scolaire.....	47
2. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	47
B. Exécution des tâches communales.....	47
1. Lutte contre les maladies non épidémiques.....	47
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	47
3. Police sanitaire des animaux domestiques.....	48
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	48
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	48
6. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	48
C. Collaboration avec les organismes et services non communaux et intercommunaux.....	49
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	50
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	50
1. Bâtiments administratifs.....	50
2. Bâtiments scolaires.....	50
231 - 232 Dossiers relatifs à l'aménagement des installations sanitaires dans les écoles des filles et des garçons. 1962-1970.....	50
3. Bâtiments du culte et cimetières.....	51
236 - 240 Dossiers relatifs aux travaux de restauration de l'église. 1938- 1975.....	51
4. Bâtiments affectés au sport et à la culture.....	51
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	52
1. Généralités.....	52
2. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.) et vicinale.....	52
3. Voirie nationale.....	55
277 - 283 Dossiers relatifs aux travaux de l'autoroute Bruxelles - Namur - Ardennes (E40). 1958-1976.....	55
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	55
284 - 285 Dossiers relatifs à la wateringue. 1954-1956, 1960.....	56
D. Services d'utilité publique.....	56
1. Distribution d'eau.....	56
2. Distribution d'électricité.....	57
295 - 296 Dossiers relatifs aux placements de cabines aériennes par l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL) et par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1967-1970.....	57
3. Éclairage public.....	58
4. Téléphone.....	58
5. Radio et télévision câblées.....	58
6. Transport en commun.....	59
E. Aménagement du territoire.....	59
1. Plans communaux.....	59
308 - 316 Dossiers d'étude pour l'établissement de plans d'aménagement par Marcel Lahousse. 1957-1958.....	59
308 - 315 Plans. 14 décembre 1957.....	59
318 - 321 Dossiers relatifs au plan particulier d'aménagement n° 2 (Centre). 1957, 1968-1969, 1973-1975.....	60

322 - 324 Dossiers relatifs au plan particulier d'aménagement n° 3 (Nachaux). 1957, 1967-1968, 1976.....	60
325 - 328 Dossiers relatifs au plan particulier d'aménagement n° 4 (Solde). 1957, 1968, 1974-1976.....	60
2. Certificats d'urbanisme.....	61
3. Permis de bâtir.....	61
4. Permis de lotir.....	61
XII. Enseignement.....	63
A. Cadre général.....	63
B. Organisation.....	63
C. Bâtiments.....	63
D. Finances.....	63
E. Obligation scolaire.....	64
F. Avantages sociaux.....	64
XIII. Culture, sports et divertissements.....	65
A. Culture.....	65
B. Sports.....	65
C. Hommages et festivités.....	65
D. Tourisme.....	65
XIV. Économie.....	67
A. Agriculture et sylviculture.....	67
363 - 367 Tableaux, carnets de dépouillements et listes de recensements agricoles et horticoles. 1933-1975.....	67
B. Circulation.....	67
XV. Affaires sociales.....	68
A. Prise en charge des chômeurs, placement.....	68
371 - 372 Dossiers relatifs à la mise au travail des chômeurs. 1954-1969.....	68
B. Aide aux personnes âgées.....	68
XVI. Tutelle sur la Commission d'assistance publique.....	69
XVII. Relation avec la Fabrique d'église.....	70
A. Personnel.....	70
B. Patrimoine.....	70
C. Finances.....	70
380 - 383 Comptes annuels. 1941-1976.....	70
384 - 387 Budgets annuels. 1944-1976.....	70

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune d'Aische-en-Refail. Dépôt 2019

Période:

1907 - 1976

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.782

Etendue:

- Numéros: 389.00
- Etendue inventoriée: 6.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune d'Aische-en-Refail, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Aische-en-Refail

HISTORIQUE

La commune d'Aische-en-Refail est une commune belge, située en province de Namur, qui a existé de 1800 et 1976. Elle comprend les hameaux de Nachau, Vieilahaut et de La Baraque.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Aische-en-Refail dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Éghezée, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Aische-en-Refail devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dhuy, puis d'Éghezée ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur, et des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Aische-en-Refail relève par ailleurs successivement des cantons de milice de Dhuy de 1817 à 1820, d'Éghezée de 1820 à 1870, d'Éghezée-A de 1870 à 1913 puis d'Éghezée de 1913 à 1914 ².

La population de la commune augmente tout au long du XIXe siècle avant de diminuer à partir de l'entre-deux-guerres, comme l'indiquent les chiffres suivants : en 1801, on compte 557 habitants ; en 1816, 769 ; en 1832, 872 ; en 1846, 991 ; en 1890, 1 270 ; en 1910, 1 244 ; en 1938, 984 ; en 1961, 901. Enfin, en 1976, 824 individus sont domiciliés dans la commune.

L'économie du village est essentiellement agricole, via de petites exploitations. On répertorie cependant une carrière active jusque 1892, un atelier de traitement du lin (30 ouvriers en 1887), un atelier de tonnelier et un chaudronnier ainsi qu'une siroperie dans le hameau de Vieilahaut à partir de la

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem. Pour l'histoire de la commune, nous avons utilisé : DELOOZ R., L'entité d'Éghezée. Portrait des 16 villages, s.l., 1987 ; DELOOZ R., L'entité d'Éghezée et son patrimoine, Namur, 1991, p. 9-17 ; DELOOZ R., Éghezée, une commune en mouvement, Loncée, 2007, p. 21-26 ; DE SEYN E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, s.d., vol. 1, p. 11-12 ; HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1, Bruxelles, 1980, p. 24-25. Mais consulter surtout : Locale d'éducation permanente d'Éghezée - Li Tchafiau, Mémoire de l'entité d'Éghezée. Aische-en-Refail, Louvain-la-Neuve, 1990 ; VERHELST E., " Aische-en-Refail. Notice historique et géographique ", Tiré à part (Bulletin de la Société royale belge de géographie, t. XIX, 1895, p. 201-228, 289-332 et 543-546).

fin du XIXe siècle ³. E. Verhelst mentionne le départ de plusieurs habitants pour les États-Unis ⁴. En 1880, 125 maçons partent travailler en France ⁵. Avant 1940 et les premiers projets de distribution d'eau, on dénombre de nombreux cas de dysenterie, aucun puits n'existant sur le territoire communal et les sources sortant à même le sol ⁶.

Une école est en activité dès 1795 ⁷. Il faut cependant attendre 1832 pour voir un enseignement de qualité apparaître avec la nomination de Jean-Joseph Marin. En 1845, un local scolaire et une salle de réunion pour le Conseil communal sont construits dans une dépendance du presbytère. À partir de 1875, une nouvelle école est construite.

La paroisse dépend du doyenné de Leuze et de l'évêché de Namur. L'église, bâtie en 1772 et reconstruite en style roman en 1887, est dédiée à Saint-Joseph. L'église obtient divers dons : un maître autel et cinq vitraux par les Van Goidtsnoven (voir ci-dessous pour cette famille), d'autres vitraux par Marie Dubois, un lutrin en cuivre par la comtesse d'Aspremont en 1907 ⁸. Un cimetière est construit hors du centre en 1874.

La vie du village est marquée par la fête de la Pentecôte et celle du premier dimanche de septembre, par les activités de " l'Action catholique rurale féminine " créée en 1909, par le football via le Sporting club d'Aishe, fondé en 1923 et supprimé durant la Deuxième Guerre mondiale avant de renaître en 1947 sous le nom de " Jeunesse aischoise " ⁹.

Le patrimoine féodal encore présent sur la commune se limite à l'ancien château, inhabité depuis 1865, le donjon " de la Bawette " et la grange de la Tour ¹⁰. En ce qui concerne l'ancien château et son domaine, les époux Lemense-Libotte achètent la ferme en 1948 et le château en 1950 : les matériaux de l'édifice sont réutilisés comme poutres et pierres pour la ferme ou mis en vente ¹¹.

Quant au château de " Là-Bas ", autre édifice d'importance, il est construit au XIXe siècle par la famille Van Goidtsnoven. Ses propriétaires successifs ont marqué la vie du village ¹². En 1898, le domaine passe à la famille Moretus de Bouchout ¹³; en 1929, il est vendu à la firme Bemheim ; en 1955, il passe à la

3 DELOOZ R., L'entité d'Éghezée. Portrait des 16 villages, s.l., 1987, p. 2-10.

4 En 1855-1856, on dénombre 95 individus partis pour développer des exploitations agricoles dans le Wisconsin. Ce mouvement se limite ensuite à 5 habitants en 1883, 2 en 1884 et 1 en 1886. VERHELST E., " Aishe-en-Refail. Notice historique et géographique ", idem, p. 8-9.

5 Locale d'éducation permanente d'Éghezée - Li Tchafiau, idem, p. 162-163.

6 Idem, p. 164.

7 Sur l'enseignement : VERHELST E., " Aishe-en-Refail. Notice historique et géographique ", idem, p. 12-13.

8 DELOOZ R., Éghezée, une commune en mouvement, Lonzée, 2007, p. 27.

9 Locale d'éducation permanente d'Éghezée - Li Tchafiau, idem, p. 50-51.

10 DELOOZ R., L'entité d'Éghezée, idem, p. 2-10.

11 Idem, p. 7.

12 Sur cette famille, consulter : VERHELST E., " Aishe-en-Refail. Notice historique et géographique ", idem, p. 54-55. Par exemple, Ferdinand de Philippart, dernier enfant de Lambert de Philippart, décède en 1881 sans héritier et en léguant 100 000 francs au bureau de bienfaisance. Sur cette famille, consulter également : DELOOZ R., L'entité d'Éghezée, idem, p. 9.

13 Cette famille possède en outre la chapelle de la Croix Monet. Les propriétaires y installent des chapelains, dont le père Cambier qui y vécut plusieurs années. Pour plus d'informations sur cette chapelle, voir : VERHELST J., La Croix Monet / Aishe-en-Refail, s.l.,

firme Govenor qui y installe un camping ; en 1958, il est racheté par le professeur et abbé Paul Boutes pour y créer un centre d'étude au grand air ; enfin, la société Europa Camping acquiert les lieux en 1971 ¹⁴. Mentionnons quelques faits marquants. Léopold Van Goidtsnoven est bourgmestre ¹⁵ et conseiller provincial ¹⁶. La famille fait don de vitraux à l'église (voir ci-dessus). En 1942, le Château de " Là-Bas " accueille une colonie d'enfants de militaires. L'année suivante, le domaine accueille des jeunes filles. Les princes Baudouin et Albert en 1942, puis la princesse Joséphine-Charlotte l'année suivante, visitent le château à cette occasion. Des enfants juifs y seront également accueillis.

La Première Guerre mondiale n'a pas épargné le village ¹⁷: le 16 août 1914, les Allemands accusent les habitants d'avoir tué quatre soldats. L'occupant enferme le même jour tous les hommes de 16 à 60 ans dans les granges et les menace de mort s'ils ne dénoncent pas les auteurs du crime. Sans résultat. En représailles, les Allemands incendient une grande partie des bâtiments du hameau de Nachau : 22 maisons sont détruites. Sept soldats originaires du village perdent la vie durant les combats et 63 hommes sont déportés en Allemagne (dont trois y décèdent).

La commune souffre à nouveau durant la Deuxième Guerre mondiale ¹⁸. En 1942, on dénombre 42 prisonniers de guerre et sept tués par les événements. L'occupant désigne un bourgmestre rexiste. Les trois cloches de l'église sont enlevées entre le 22 et 24 septembre 1943 ; nécessitant le démontage de la rosace afin d'en faciliter l'enlèvement. Les " registres de la commune " sont cachés dans le presbytère puis sous la voûte de l'église. Après le conflit, les habitants signent une pétition en faveur des " collabos " afin de leur éviter la peine de mort ¹⁹.

Le 1er janvier 1977, la commune d'Aishe-en-Refail est fusionnée avec les communes de Bolinne, Boneffe, Branchon, Dhuy, Éghezée, Hanret, Leuze, Liernu, Longchamps, Mehaigne, Noville-sur-Mehaigne, Saint-Germain, Taviens, Upigny et Waret-la-Chaussée pour former l'actuelle commune d'Éghezée. La fusion forme une entité de 9 951 habitants pour 10 295 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion tend à élever le degré d'urbanisation d'Éghezée afin qu'elle devienne un pôle capable, entre autres, de lutter contre l'isolement de cette région par rapport aux zones urbaines du sillon Sambre-et-Meuse. Pour favoriser l'expansion du plateau d'Éghezée, il y a lieu d'y renforcer l'équipement sanitaire, scolaire, socio-culturel ; d'y développer des activités

s.d.

14 DELOOZ R., L'entité d'Éghezée, idem, p. 7-9.

15 Voir notamment la liste des bourgmestres de 1795 à 1895 dans : VERHELST J., idem, p. 82-83.

16 Voir la reproduction du faire-part de décès de l'intéressé dans : DELOOZ R., L'entité d'Éghezée, idem, p. 8.

17 Pour ces informations, consulter : Idem, p. 54-55. Le lecteur y trouvera également le nom des soldats décédés.

18 Pour cette période dont nous ne mentionnons que quelques faits saillants, consulter les extraits des notes de l'abbé Marchal, curé du village dans : Idem, p. 56-68. On y retrouve notamment le nom des différentes victimes.

19 Idem, p. 166-167.

secondaires et tertiaires (promouvoir le parc industriel : Éghezée-Leuze-Longchamps - établir des commerces de deuxième et troisième urgence, etc.), de rationaliser l'agriculture (remembrement des terres, assainissement, etc.). Seule la concentration des efforts, initiatives, ressources permettra les réalisations que postule l'essor de l'endroit ²⁰."

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ²¹."

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles

20 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

21 Pasiomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal. Il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes d'Aische-en-Refail et d'Éghezée constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

On sait peu de choses sur le parcours des archives de la commune avant la fusion : un inventaire datant de 1841 fait notamment mention de registres de l'état civil, de publications administratives, de quatre volumes de la matrice cadastrale (qui ne nous sont pas parvenus), d'un plan de la commune, d'un registre aux délibérations du Conseil communal et d'un du Collège échevinal (qui ne nous est pas parvenu) et d'une table décennale de 1823 à 1833. Un second inventaire, daté de 1910, est plus complet. Y sont indiqués les registres aux délibérations du Collège échevinal de 1819 à 1854 et de 1860 à 1910

(seuls ceux de 1860 à 1900 nous sont parvenus), les registres aux délibérations du Conseil communal de 1848 à 1910 et des registres de l'état civil. L'inventaire reprend également, pour le Bureau de bienfaisance, les budgets de 1844 à 1910, les comptes de 1806 à 1908, les registres aux délibérations de 1843 à 1910 et des dossiers relatifs au patrimoine. Seuls deux registres aux délibérations depuis 1880 nous sont parvenus pour le Bureau de bienfaisance. L'inventaire fait ensuite état des pièces comptables communales de 1832 à 1910 (qui ne nous sont pas parvenues), de dossiers relatifs aux élections, de registres d'inscription à la milice nationale, des registres de la population dès 1847, de pièces de la Fabrique d'église, de dossiers relatifs aux contributions, de registres aux condamnations judiciaires et de dossiers relatifs aux travaux publics ²².

En 1967, la commune dépose une quinzaine de documents aux Archives de l'État à Namur, dépôt qui fait l'objet d'un fonds distinct (voir ci-dessous le titre *Sources complémentaires*) ²³.

Après la fusion des communes, il faut attendre 1990 pour qu'un nouvel état des lieux soit dressé. Le rapport de Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste-inspecteur, nous informe qu'il n'y a pas de fonctionnaire chargé de la gestion des archives ²⁴. L'Union des Villes et Communes a classé les archives des anciennes communes d'Éghezée, Mehaigne et Aishe-en-Refail mais " ce classement a été réduit à néant par le transfert à Éghezée ", les boîtes ayant été transportées à Éghezée sans conserver l'ordre et la distinction entre les anciennes communes. Les archives sont conservées dans la maison communale, dans les caves (deux locaux), les greniers (un grenier et un " petit grenier ") et un local du 2^e étage. L'inspecteur recense en outre plusieurs mètres de documents " en vrac ".

En 2007, une seconde inspection est effectuée par l'archiviste Emmanuel Bodart ²⁵. Les archives historiques, en désordre, posent problème. Elles sont stockées dans les mêmes locaux qu'en 1990, locaux qualifiés de " extrêmement poussiéreux " et de " forts humides " pour les caves.

Quelques mois avant l'intervention des Archives de l'État en 2017, des dégâts des eaux ont endommagé les registres de la population, de l'état civil et de la milice. La première tâche effectuée dans le cadre de l'intervention décrite ci-dessous a consisté à les nettoyer, pour certains page par page ²⁶.

En vue de garantir la pérennité des archives subsistantes, la commune a signé en date du 19 septembre 2017 une convention de partenariat avec les Archives de l'État. L'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " est chargée de préparer le dépôt des fonds antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

22 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Aishe-en-Refail ".

23 Idem.

24 AEN, Dossiers centraux, dossier " Commune d'Éghezée ".

25 Idem.

26 Idem.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune d'Éghezée. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 10 septembre 2019 sous le n° 2019/35.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Aishe-en-Refail entre 1907 et 1976, mais principalement pour le troisième quart du XXe siècle.

Un seul document nous est parvenu pour le XIXe siècle : il s'agit d'une expédition d'un acte notarié de 1873 portant échange de terrains entre la commune et la Fabrique d'église (voir le n° 58 de l'inventaire).

Les quelques documents produits au cours de la première moitié du XXe siècle qui nous sont parvenus sont les suivants : des registres aux délibérations du Conseil et du Collège (n° 1-3 et 9), un dossier sur la participation de la commune à la Société nationale des distributions d'eau (n° 22), des dossiers du personnel (n° 31-32, 35-36, 39-40, 44-45 et 50), des pièces relatives au patrimoine (n° 58-64), des budgets et comptes (n° 71-72 et 83-84), un volume de la matrice cadastrale (n° 133), des documents relatifs à l'état civil (n° 136-141), des registres de la population de 1920 à 1947 (n° 146-149), des registres d'entrées et de sorties de la population (n° 154 et 157), des pièces relatives au service militaire (n° 163-168 et 172), une liste des déportés de 1914-1918 (n° 181), quelques dossiers relatifs aux collocations d'aliénés (n° 193), des dossiers de voiries (n° 245-256), des pièces relatives à l'établissement et au développement du réseau de distribution d'électricité (n° 291-294) et des documents produits dans le cadre de recensements agricoles (n° 363-364).

Mentionnons enfin que les registres aux délibérations du Conseil et du Collège constituent une série complète pour le XXe siècle, à compléter par les registres précédemment déposés aux Archives de l'État à Namur (voir ci-dessous le titre *Source complémentaires*).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de

première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales

varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des

enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du

Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ²⁷. L'absence de dépôt s'explique par le maintien d'une utilité administrative pour le service et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ²⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²⁹.

27 <http://geoportail.wallonie.be>.

28 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

29 GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica*, Manuale 18).

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1 | 1 - 6 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1912-1976.
15 juin 1912 - 7 novembre 1918. | 1 volume |
| 2 | 8 novembre 1918 - 31 décembre 1938. | 1 volume |
| 3 | 9 janvier 1939 - 29 novembre 1949. | 1 volume |
| 4 | 11 janvier 1950 - 10 mai 1966. | 1 volume |
| 5 | 10 juin 1966 - 10 novembre 1970. | 1 volume |
| 6 | 18 décembre 1970 - 13 décembre 1976. | 1 volume |
| 7 | Répertoire des délibérations du Conseil communal et du Collège
échevinal. 1954-1962. | 1 cahier |
| 8 | Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la
commune. 1957-1974. | 1 chemise |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|----|--------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 9 | 9 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1913-1977.
27 mars 1913 - 8 avril 1964. | 1 volume |
| 10 | 16 avril 1964 - 25 février 1969. | 1 volume |
| 11 | 6 mars 1969 - 25 février 1976. | 1 volume |

-
- 12 19 mars 1976 -24 janvier 1977. 1 volume
- Répertoire des délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal. 1954-1962.
- 13 *C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*
Registre de la correspondance entrante et sortante. 1959-1965. 1 volume
- 14 Circulaire du procureur du Roi demandant des renseignements sur l'état de la commune (nombre d'habitants, d'écoles, de paroisses) et réponses annotées. 21 septembre 1960. 1 pièce
- 15 Correspondance générale. 1962-1976. 1 liasse
- 16 *D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Dossier relatif aux dégâts causés par René Labbé à un ponceau établi sous le chemin communal en direction de Grand-Leez. 1962. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

- 17 Dossier relatif au projet de fusion des communes. 1972-1976.
1 liasse

2. TERRITOIRE

- 18 Plan réalisé par Marcel Lahousse, urbaniste et architecte. [2de moitié XXe siècle].
1 pièce

- 19 Fiches de repérage des sommets topographiques établis par le service du Cadastre. 1967.
1 chemise

- 20 Orthophotoplan réalisé par la société Aero-survey. 1971.
1 pièce

3. JUMELAGE

- 21 Circulaires du commissaire d'arrondissement relatives au jumelage avec le département de Côte d'Or et réponses annotées. 1958.
2 pièces

4. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 22 Dossiers relatifs à la participation financière de la commune au service régional du nord de Namur de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1937-1971.
1 liasse

- 23 Dossier relatif à la participation de la commune à l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1956-1966.
1 chemise

- 24 Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Centre informatique de gestion et de recherche (CIGER) et à sa participation financière. 1970-1975.
1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 25 Dossier relatif à l'installation de conseillers suppléants suite à des décès ou des démissions. 1954-1955. 1 chemise
- 26 Dossier relatif à l'installation de conseillers et aux élections d'échevins. 1954-1965. 1 chemise
- 27 Dossier relatif à la déchéance du conseiller communal Roger Dricot. 1968. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 28 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination d'Urbain Pirard au poste d'échevin. 19 janvier 1945. 1 pièce

C. ARCHIVES

- 29 Circulaire du procureur du Roi relative à la gestion des dossiers de condamnations effacées et réponse du bourgmestre. 1965. 2 pièces
- 30 Dossier relatif au dépôt d'archives aux Archives de l'État à Namur. 1967-1968. 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 31 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'octroi d'allocations extra-légales pour les agents communaux. 19 novembre 1944. 1 pièce
- 32 Dossier relatif aux allocations de rééquipement ménager pour le personnel communal. 1945-1946. 1 chemise
- 33 Tableau fixant la hiérarchie et le mode d'accès aux différents grades. 1960. 1 chemise

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 34 Tableaux de recensement du personnel communal constitués en vue des retenues à effectuer et des pensions. 1968-1973.
1 chemise
- 35 3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'octroi d'un crédit spécial à l'agent de l'état civil. 5 juin 1921.
1 pièce
- 36 - 38 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1930-1971.*
- 36 Joseph Simon. 1930-1962.
1 chemise
- 37 Jean Tholomé, intérimaire. 1955-1957.
1 chemise
- 38 Roger Berger. 1962-1971.
1 chemise
- 39 Dossier relatif à la répartition des quotes-parts dues par les communes pour le receveur régional. 1939-1969.
1 liasse
- 40 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal renouvelant Lucette Simon aux fonctions de comptable spéciale des allocations de milice. 4 juin 1944.
1 pièce
- 41 Dossiers relatifs aux commis de ravitaillement. 1945-1954.
1 chemise
- 42 Dossier relatif à la nomination et au traitement d'Albert Lemense, comptable des allocations de chômage. (1946) 1951-1952.
1 chemise
- 43 Certificat d'aptitude aux fonctions administratives communales d'E. B. 21 novembre 1961.
1 pièce

4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

- 44 Dossier relatif au recrutement d'un garde champêtre. 1938-1942.
1 chemise
- 45 - 46 *DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1941-1968.*
- 45 Émile Wilmotte, cantonnier et garde champêtre. 1941-1959.
1 chemise
- 46 Léon Latour, garde champêtre et agent de police temporaire. 1959-1968.
1 liasse
- 47 Dossier relatif au recrutement d'un garde champêtre commun avec la commune de Liernu. 1966-1969.
1 chemise
- 48 Dossier relatif à la présentation de deux candidats à l'emploi d'un garde surnuméraire des Eaux et Forêts au triage forestier de Grand-Leez. 1967-1969.
1 chemise
- 49 Dossier relatif à l'indemnité octroyée à Émile Jeunehomme, garde champêtre, pour les frais d'abonnement et de communication de service du téléphone installé à son domicile. 1967-1973.
1 chemise
- #### 5. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
- 50 Dossier relatif à la nomination et au traitement de P. M., ouvrier communal provisoire, à la résiliation de son contrat et à la demande d'occuper un nouvel ouvrier provisoire. 1944-1950.
1 chemise
- 51 Dossier relatif à la nomination d'un fossoyeur à l'essai. 1950.
1 chemise
- 52 Dossier relatif à l'emploi d'un ouvrier occupé en régie comme fossoyeur faute de candidats. 1952-1965.
1 chemise
- 53 Dossier relatif aux conditions de recrutement d'un cantonnier-fossoyeur et à l'examen médical du candidat Jacques Lanuit. 1970.
1 chemise
- 54 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs

aux heures de prestation du cantonnier-fossoyeur. 1971-1975.

1 chemise

6. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

55 Relevés du personnel communal enseignant, des médecins chargés de l'inspection médical scolaire, du personnel d'entretien et pièces annexes. 1953-1972.

1 chemise

56 Dossier relatif à la désignation d'une institutrice gardienne intérimaire suite au congé maladie de M. W.-D. 1973.

1 chemise

57 Relevés nominatifs des enseignants. 1973-1974.

1 chemise

III. PATRIMOINE IMMOBILIER

58 - 59 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉCHANGES DE TERRAINS. 1873, 1930-1934.

- 58** Entre la commune et la Fabrique d'église. 1873. 1 cahier
- 59** Entre la commune et la Commission d'assistance publique (CAP) en vue de l'élargissement du chemin n° 18. 1930-1934. 1 chemise
- 60** Dossier relatif à la police d'assurance-incendie souscrite auprès de la Compagnie des propriétaires pour divers bâtiments communaux. 1907-1945 (1967). 1 chemise
- 61** Dossier relatif aux ventes de coupes de bois. 1925-1964. 1 liasse
- 62 - 63 DOSSIERS RELATIFS AU DROIT DE CHASSE. 1930-1952, 1962.*
- 62** Location. 1930-1952. 1 chemise
- 63** Relocation de gré à gré. 1962. 1 chemise
- 64** Dossier relatif à la gestion des bois communaux. 1939-1960. 1 liasse
- 390** Dossier relatif à la location d'une parcelle située rue de Mehaigne. 1947-1968. 1 chemise
- 391** Plan des parcelles appartenant à la commune, à la Commission d'assistance publique et à la Fabrique d'église. 14 décembre 1957. 1 pièce
- 65** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal approuvant " l'échange de deux parcelles de terrains de la commune contre des emprises nécessitées par des travaux de voirie à des particuliers ". 14 novembre 1953. 1 pièce
- 66** Dossier relatif à la location d'un logement à Louise Delhaye, institutrice retraitée. 1960-1961.

-
- 1 chemise
- 67 Dossier relatif à la vente d'un logement scolaire désaffecté avec jardin, situé au n° 27 Place communale et cadastré section C, n° 140a, b. 1963-1967.
1 chemise
- 392 Livre-sommier des biens et droits immobiliers. [ca 1965].
1 cahier
- 68 Demande du bourgmestre à la province de Namur relative au projet de vente d'une partie de l'ancien cimetière désaffecté et réponse. 1967.
1 pièce
- Dossier relatif à la demande d'autorisation de la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) pour l'abattage de peupliers dans le domaine communal afin de relier la cabine haute tension au terrain de camping du manoir du lieudit " Là-Bas ". 1969-1970.
1 pièce
- 69 Dossiers relatifs aux expropriations et occupations temporaires de parcelles communales nécessaires pour les travaux de l'autoroute Bruxelles - Namur - Ardennes. 1970-1972.
1 liasse
- 70 Dossier relatif à la vente de bois non soumis au régime forestier. 1974-1975.
1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

71 - 75 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1935-1977.
1935-1939.

71 1935-1939. 1 liasse

72 1942-1949. 1 liasse

73 1950-1959. 1 liasse

74 1960-1969. 1 liasse

75 1970-1977. 1 liasse

2. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

76 Dossier relatif à la demande de subsides pour la réalisation des travaux suivant l'arrêté royal du 22 février 1959. 1959-1960. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

77 - 80 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1946, 1950-1976.
1946.

77 1946. 1 chemise

78 1950-1959. 1 liasse

79 1960-1969. 1 liasse

80 1970-1976. 1 liasse

81	Livre-journal de caisse. 1947-1950.	1 volume
82	Grands-livres de trésorerie. 1954-1970.	1 liasse
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
83	<i>83 - 87 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1935-1976.</i> 1935-1939.	1 liasse
84	1940-1949.	1 liasse
85	1950-1959.	1 liasse
86	1960-1969.	1 liasse
87	1970-1976.	1 liasse
88	<i>88 - 124 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1939-1976.</i> 1939.	1 liasse
89	1940.	1 liasse
90	1942.	1 liasse
91	1943.	1 liasse
92	1944.	1 liasse
93	1945.	1 liasse
94	1946.	1 liasse

95	1947.	1 liasse
96	1948.	1 liasse
97	1949.	1 liasse
98	1950.	1 liasse
99	1951.	1 chemise
100	1952.	1 chemise
101	1953.	1 chemise
102	1954.	1 chemise
103	1955.	1 chemise
104	1956.	1 liasse
105	1957.	1 chemise
106	1958.	1 chemise
107	1959.	1 chemise
108	1960.	1 chemise
109	1961.	1 chemise
110	1962.	1 liasse
111	1963.	

		1 chemise
112	1964.	1 chemise
113	1965.	1 chemise
114	1966.	1 chemise
115	1967.	1 chemise
116	1968.	1 liasse
117	1969.	1 chemise
118	1970.	1 chemise
119	1971.	1 chemise
120	1972.	1 chemise
121	1973.	1 chemise
122	1974.	1 liasse
123	1975.	1 chemise
124	1976.	1 liasse
125	Compte de fin de gestion rendu par Georges Matagne, receveur régional sortant à son successeur. 1946.	1 cahier

C. IMPOSITIONS ET TAXES

1. IMPÔTS COMMUNAUX

- 393 Dossier relatif à la perception de la taxe sur les fermages et biens ruraux. 1938-1975. 1 chemise
- 126 Dossier relatif à la perception de la taxe sur les bals publics, les spectacles et les divertissements. 1949-1969. 1 chemise
- 127 Dossier relatif à la perception de la taxe sur les constructions non inscrites à la matrice cadastrale et sur les caravanes mobiles et le camping. 1969-1976. 1 liasse
- 128 Dossier relatif à l'approbation de la taxe sur les distributeurs de carburants. 1975. 1 chemise
2. IMPÔTS PROVINCIAUX
- 129 Dossiers relatifs à la perception de diverses taxes provinciales. 1965-1975. 1 chemise
3. IMPÔTS D'ÉTAT
- 130 Dossier relatif à la désignation du délégué de la Commission fiscale pour le contrôle des contributions à Gembloux et à Namur (3e division). 1945-1970. 1 chemise
- 131 Dossier relatif aux renseignements à fournir par la commune au contrôleur des Contributions pour l'exacte perception des impôts. 1964-1975. 1 chemise
- 132 Correspondance relative au Contrôle du Cadastre et au Bureau de l'Enregistrement. 1971, 1975. 1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 133 Matrice cadastrale. [ca 1926-1929]. 1 volume

- | | | |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 134 | 134 - 135 MATRICES MÉCANOGRAPHIQUES PASSIVES. [1960-1970].
Article 1-1300. | 1 volume |
| 135 | Article 1301-1619. | 1 volume |

-
- V. ÉTAT CIVIL
- 136 Pièces relatives aux demandes de recouvrement de nationalité belge d'habitantes après leur mariage avec un étranger. 1931-1939 (1956).
1 chemise
- 137 Dossier relatif au contrôle et à la vérification des registres de l'état civil. 1936-1972.
1 chemise
- 138 Avis et déclarations de décès survenus pendant l'évacuation de mai 1940. 1940-1941.
1 chemise
- 139 Dossier relatif aux militaires étrangers inhumés sur le territoire de la commune. 1940-1971.
1 chemise
- 140 Copie d'une demande d'acte à la mère de F. A., prisonnier en Allemagne, et d'une notification de la déclaration concernant le mariage de F. A. avec A. M. 1943.
1 pièce
- 141 Dossier relatif au désaveu de paternité de C. V. G. suite à son divorce avec J. V. 1949-1954.
1 chemise
- 142 Avis et déclarations de décès avec mention des causes de décès. 1950-1975.
1 chemise
- 143 Lettre du Parquet de Liège à l'officier de l'état civil relative à la déchéance de la puissance paternelle de F.-J. D. 30 septembre 1953.
1 pièce
- 144 Certificats d'indigénat et de " bonne vie et mœurs, de civisme et de nationalité " délivrés à Y. B. 2 mai 1961, 2 mars 1962.
2 pièces
- 145 Dossier relatif à la naturalisation octroyée à J. T., ressortissant yougoslave. 1968-1971.
1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

146 - 153 REGISTRES DE LA POPULATION. 1921-1980.

146	146 - 147 1921-1930. Volume 1.	1 volume
147	Volume 2.	1 volume
148	148 - 149 1931-1947. Volume 1.	1 volume
149	Volume 2.	1 volume
150	150 - 151 1948-1960. Volume 1.	1 volume
151	Volume 2.	1 volume
152	1961-1970.	1 volume
153	153 - 153/B 1971-1980. Volume 1.	1 volume
153 /B	Volume 2.	1 volume
154	154 - 156 REGISTRES DES ENTRÉES. 1914-1977. 1914-1949.	1 volume
155	1950-1963.	1 volume

156	1964-1977.	1 volume
157	157 - 159 REGISTRES DES SORTIES. 1913-1977. 1913-1949.	1 volume
158	1950-1963.	1 volume
159	1964-1977.	1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

160	160 - 161 BULLETINS DE MÉNAGE PRODUITS DANS LE CADRE DE RECENSEMENTS. 1961, 1970. 1961.	1 liasse
161	1970.	1 liasse

- 162 VII. ÉLECTIONS
Liste des avis de radiation des listes électorales reçus d'autres communes. 1967-1969.

1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES

- 163 Registre des militaires en congé illimité. 1907-1945. 1 volume
- 164 Registre des miliciens réservistes. 1940-1977. 1 volume
- 165 Liste des militaires ayant reçu l'ordre de rejoindre avec indication de leur retour. 1945-1948. 1 cahier
- 166 166 - 171 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1923-1979. 1923, 1925-1929. 1 chemise
- 167 1930-1939. 1 liasse
- 168 1940-1949. 1 liasse
- 169 1950-1959. 1 liasse
- 170 1960-1969. 1 liasse
- 171 1970-1979. 1 liasse
- 172 Fiches de renseignement sur les miliciens en congé illimité. 1940-1976. 1 liasse
- 173 Registre des entrées et sorties des coupons destinés au transport des miliciens. 1956-1961. 1 cahier
- 174 Dossier relatif aux convocations des miliciens au Centre de recrutement et de sélection et à la délivrance des titres de parcours. 1953-1975. 1 liasse
- 175 Listes des militaires rappelés pour le service ordinaire. 1957-1973.

-
- 1 chemise
- 176** Dossier relatif aux listes de miliciens affectés au contingent spécial. 1962.
1 chemise
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 177** Registres de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques pour l'exercice 1950. 1951.
1 chemise
- 178** Dossier relatif aux réquisitions. 1953-1969.
1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 179** 1. GÉNÉRALITÉS
Listes des anciens combattants, prisonniers et déportés de 1914-1918 et 1940-1945. 1962, 1968.
2 pièces
- 180** Dossier relatif aux brevets conférant des médailles commémoratives du règne d'Albert 1er et les médailles commémoratives 1940-1945. 1964.
1 chemise
- 181** 2. 1914-1918
Liste des déportés de la Première Guerre mondiale domiciliés à Aisne-en-Refail. [ca 1920].
1 pièce
- 182** Lettres relatives à la remise de distinctions honorifiques à des anciens combattants. 1961.
2 pièces
- 183** 3. 1939-1945
Registre des militaires déportés avec mention de leur date de retour. [1939-1944].
1 cahier
- 184** Listes des personnes embauchées pour l'Allemagne. 1940-1944.
1 chemise

-
- 185 Liste des prisonniers et des déportés pour le travail en Allemagne avec mention de leur date de retour. [1940-1945].
1 cahier
- 186 Dossier relatif aux déclarations de chevaux demandées par la Feldkommandantur. 1942-1943.
1 chemise
- 187 Dossier relatif aux prisonniers de retour de captivité et à leurs examens médicaux. 1943-1945.
1 chemise
- 188 Registre des militaires prisonniers avec la date de leur libération. [1945].
1 cahier
- 189 Formulaire de déclaration de dommages de guerre par C. C., domestique de ferme. 2 avril 1946.
1 chemise
- 190 Dossier relatif à la reconnaissance de titres nés de la guerre. 1947-1955.
1 chemise
- 191 Dossier relatif à l'œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre (ONOVA), de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre (ONIG) et à l'Œuvre nationale des anciens combattants et des victimes de la guerre (ONAC), à leurs activités et aux subsides accordés par la commune. 1949-1974.
1 liasse
- 192 Dossier relatif aux pensions de guerre. 1959-1976.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

- 193 Dossiers relatifs aux collocations d'aliénés. 1932-1965. 1 chemise
- 194 Dossier relatif aux listes des détenteurs de pigeons voyageurs et aux demandes d'ouvertures de colombiers. 1950-1963. 1 chemise
- 195 Dossier relatif aux cartes de commerçants ambulants. 1952-1975. 1 chemise
- 196 Lettre du Commissariat d'arrondissement relative aux permis de chasse et de tenderie d'oiseaux avec la liste des détenteurs de permis. 17 juin 1955. 1 pièce
- 197 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisations de collectes pour diverses associations. 1960-1975. 1 chemise
- 198 Brouillon de liste relative à la délivrance de certificats pour l'ouverture de débits de boissons. [1961]. 1 pièce
- 199 Ordonnances de police réglant la circulation routière en raison de travaux, kermesses ou activités sportives. 1962-1973. 1 chemise
- 200 Dossier relatif aux demandes d'autorisation de publicité sur la voie publique au moyen de voitures-radio et caravanes publicitaires pour diverses associations, manifestations et fêtes. 1962-1976. 1 chemise
- 201 Attestation du garde champêtre relative à la servitude de passage située sur la propriété de R. De J. 3 juin 1965. 1 pièce
- 202 Attestations de dégâts occasionnés sur des plantations agricoles délivrées par le garde champêtre. 1966-1975. 1 chemise
- 203 Correspondance entre les bourgmestres de Tongrinne et d'Aische-en-Refail relative à l'utilisation du garde champêtre d'Aische-en-Refail en renfort de la police de Tongrinne à l'occasion d'une course cycliste organisée par l'A.S. Tongrinne. 1971.

-
- 1 chemise
- 204** Correspondance relative à la collecte de fonds pour la journée mondiale des lépreux par l'ASBL les Amis du père Damien. 1971-1972.
1 chemise
- 205** Dossier relatif à l'interdiction de circulation des véhicules automoteurs le dimanche 18 novembre 1973. 1973.
1 chemise
- 206** Lettre du bourgmestre au conducteur des Ponts et Chaussées demandant une limitation de la vitesse dans l'agglomération et réponse. 28 février 1975, 3 mars 1975.
2 pièces
- 207** *B. SERVICE D'INCENDIE*
Dossier relatif à l'affiliation au groupe de pompiers de Namur, à la résiliation de la convention et à la conclusion d'une nouvelle convention avec le groupe régional d'Éghezée. 1946-1975.
1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

208 Dossier relatif aux nominations et démissions des médecins. 1949-1965. 1 chemise

209 Rapports médicaux mensuels. 1954-1962, 1964. 1 liasse

2. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

210 Dossier relatif aux adjudications du transport des immondices et aux modifications des différents contrats. 1953-1976. 1 liasse

211 Dossier relatif au projet d'un service collectif de collecte des immondices instauré par la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise (SIAEE Région namuroise). 1967-1972. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES NON ÉPIDÉMIQUES

212 Lettre du Service de dépistage précoce et de prophylaxie du Centre des tumeurs demandant l'autorisation pour une campagne de dépistage du cancer et accord du bourgmestre. 1969. 2 pièces

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

213 Registre des déclarations d'animaux abattus destinés au clos d'équarrissage. 1936-1939, 1946-1953. 1 cahier

214 Récépissés de déclarations d'abattage d'animaux non soumis à l'expertise. 1970-1973. 1 chemise

-
- 215 3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
Dossier relatif à la lutte contre la tuberculose bovine. 1962-1971.
1 chemise
- 216 4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
Dossier relatif au recensement de la qualité des logements. 1960.
1 chemise
- 217 Correspondance relative aux plaintes pour le déversement d'eaux
souillées chez des particuliers. 1960-1970.
1 chemise
- 218 Dossier relatif aux allocations de démolition de taudis. 1964-1972.
1 chemise
- 219 Correspondance relative à l'insalubrité du " Café-salle Patrie ".
1966.
1 chemise
- 220 5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES
Dossier relatif à la demande d'autorisation pour l'installation d'une
fosse septique au 55 rue de la Vallée. 1964.
1 chemise
- 221 Dossier relatif à la plainte introduite auprès du gouverneur par
Léon Marchal au sujet de la porcherie établie par Léon Calonne.
1967.
1 chemise
- Dossier relatif à la demande d'autorisation de 1re classe par la SA "
Spie Batignolles " d'installer des dépôts de carburants, un atelier
de menuiserie, un compresseur d'air avec réservoir, un dépôt de
bonbonnes d'oxygène et un atelier d'entretien avec postes de
soudure sur la route de Grand-Leez pour les besoins du chantier de
l'autoroute E40. 1971.
- Dossier relatif à la demande d'autorisation de 1re classe par la SA "
SOCOGETRA " pour l'établissement d'une installation provisoire
pour la fabrication de tarmacadam destiné à l'autoroute E40. 1972-
1973.
- 222 6. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT
Questionnaire du Crédit communal de Belgique relatif aux

problèmes d'altération de l'environnement et réponses annotées.
28 juillet 1972.

1 chemise

*C. COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES ET SERVICES NON
COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX*

223

Dossier relatif à la redevance due suite à l'affiliation de la
commune au service de désinfection de l'Inspection d'hygiène de
Namur. 1969-1970.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

- 224 Dossier relatif à la restauration de la maison communale. 1968-1971.
1 liasse
- 225 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
Dossier relatif à la réfection des toitures de l'école des garçons et de la maison de l'institutrice. 1940-1950.
1 chemise
- 226 Dossier relatif à l'aménagement du logement de l'instituteur. 1949-1955.
1 chemise
- 227 Dossier relatif à la restauration de la toiture du logement de l'institutrice. 1950-1955.
1 chemise
- 228 Dossier relatif aux travaux d'installation des eaux dans les logements des chefs d'école. 1952.
1 chemise
- 229 Dossier relatif à la restauration des logements et bâtiments scolaires. 1952-1961.
1 liasse
- 230 Dossier relatif au projet de construction d'une école gardienne. 1956-1960.
1 chemise
- 231 - 232 DOSSIERS RELATIFS À L'AMÉNAGEMENT DES
INSTALLATIONS SANITAIRES DANS LES ÉCOLES DES FILLES ET DES
GARÇONS. 1962-1970.
- 231 Projet et adjudications. 1962-1967.
1 liasse
- 232 États d'avancement, cautionnement et travaux supplémentaires. 1967-1970.
1 liasse

-
- 233 Dossier relatif au projet d'installation électrique dans les écoles communales. 1962. 1 chemise
- 234 Dossier relatif au projet d'installation de sanitaires dans l'école gardienne. 1963-1965. 1 chemise
- 235 Dossier relatif à la construction d'une remise à charbon derrière l'école gardienne. 1966. 1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE ET CIMETIÈRES

236 - 240 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'ÉGLISE. 1938-1975.

- 236 Façade. 1938-1941. 1 chemise
- 237 Toiture, clocher et remplacement des cloches enlevées par les Allemands. 1945-1956. 1 chemise
- 238 Travaux de restauration et d'entretien divers. 1962-1967. 1 chemise
- 239 Façade principale de la tour et mur de clôture de l'ancien cimetière. 1963-1970. 1 liasse
- 240 Entretien des vitraux. 1973-1975. 1 chemise
- 241 Dossier relatif à la restauration du presbytère. 1951-1959. 1 chemise
- Dossier relatif à l'entretien du chemin n° 9 et à la réfection du mur du cimetière. 1953-1954.
- 242 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière. 1966-1968. 1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU SPORT ET À LA CULTURE

- 243 Dossier relatif à l'électrification du terrain de football et à la

demande de subsides de la société " Jeunesse aischoise ". 1957-1970.

1 chemise

388 Dossier relatif à la construction d'un centre socio-culturel. 1973-1976.

1 liasse

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. GÉNÉRALITÉS

244 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal demandant la reprise par l'État du chemin de grande communication n° 3 et lettre de refus du gouverneur. 1953.

2 pièces

2. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.) ET VICINALE

245 Plan réalisé dans le cadre du projet de modification du chemin n° 1 dit " de Brunehaut ". 1912.

1 pièce

246 Dossier relatif à l'entretien de divers chemins ordinaires et agricoles. 1929-1933.

1 chemise

247 Dossier relatif à la demande de Paul Henricot visant la suppression du sentier n° 34. 1933-1934.

1 chemise

248 Dossier relatif à l'amélioration et à la modification des chemins n° 5, 9, 11, 14 et 22. 1936-1946.

1 chemise

249 Dossier relatif aux travaux à exécuter pour la réparation des dégâts causés par les armées à divers chemins. 1941-1943.

1 chemise

250 Dossier relatif à la réfection du chemin de grande communication n° 3 dit " de Grand-Leez " détruit par les armées et par le dégel. 1945-1948.

1 chemise

251 Dossier relatif aux travaux à exécuter pour la réparation des dégâts causés par les armées à divers chemins. 1946-1948.

-
- 1 chemise
- 252** Constat des dégradations occasionnées sur les chemins n° 5 et 22 par la pose de canalisations de distribution d'eau. 12 décembre 1947.
1 pièce
- 253** Dossier relatif à la réfection du chemin de Grand-Leez suite à des dommages de guerre. 1947-1948.
1 chemise
- 254** Dossier relatif à l'amélioration des chemins n° 5 et 8. 1947-1950.
1 chemise
- 255** Dossier relatif au mesurage des chemins agricoles. 1948-1949, 1970.
1 chemise
- 256** Dossier relatif aux projets de travaux d'entretien et d'aménagement des chemins n° 9, 12 et 14. 1948-1949.
1 chemise
- 257** Dossier relatif au projet de détournement du sentier n° 43. 1950-1952.
1 chemise
- 258** Dossier relatif à la réfection du chemin du cimetière. 1951-1953.
1 chemise
- 259** Dossier relatif à l'entretien du chemin n° 9 et à la réfection du mur du cimetière. 1953-1954.
1 chemise
- 260** Dossier relatif à l'amélioration des chemins n° 4 et 5. 1953-1965.
1 liasse
- 261** Dossier relatif au projet de réfection et d'empierrement du chemin n° 3 dit " Croix Monet ". 1955.
1 chemise
- 262** Dossier relatif aux travaux de réfection et d'entretien des chemins n° 4, 5, 11 et 12 et aux travaux de réfection du chemin de grande communication n° 3. 1956-1958.
1 chemise
- 263** Lettre au commissaire voyer et devis estimatif relatifs aux travaux de réfection du ponceau au carrefour du chemin agricole allant vers le chemin n° 3. 1959-1960.
2 pièces

-
- 264 Dossier relatif à la réfection extraordinaire des chemins n° 9 et 14 et de la place communale. 1960-1962.
1 chemise
- 265 Dossier relatif à la réfection extraordinaire des chemins n° 7, 12, 14 et 16. 1962-1965.
1 chemise
- 266 Dossier relatif à la réfection extraordinaire des chemins n° 3, 4, 5 et 7 et d'un parapet. 1965-1967.
1 chemise
- 267 Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles n° 3, 7, 9, 10, 12 et 18. 1966-1967.
1 chemise
- 268 Dossier relatif à la réfection extraordinaire des chemins n° 4 et 10 et à l'entretien du chemin n° 6. 1966-1967.
1 chemise
- 269 Dossier relatif aux travaux de relevage des dalles en béton effectués en régie. 1967.
1 chemise
- 270 Dossier relatif à la réfection extraordinaire d'un tronçon du chemin de grande communication n° 6 dit " chemin de Grand-Leez ". 1967-1971.
1 chemise
- 271 Dossier relatif à l'enquête de commodo et incommodo sur le projet de suppression du sentier n° 58 depuis la rue de la Tombale jusqu'à sa jonction avec le sentier n° 57. 1969.
1 chemise
- 272 Dossier relatif à la réfection extraordinaire du chemin n° 11 et aux travaux de canalisation des chemins n° 6 et 16. 1969-1970.
1 chemise
- 273 Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles n° 3 et 8. 1969-1972.
1 chemise
- 274 Dossier relatif aux travaux d'aménagement et de drainage de la place communale. 1972-1975.
1 liasse
- 275 Dossier relatif à la réfection extraordinaire des chemins n° 9, 12 et 14 dits rues " du Tilleul ", " Grande " et " de la Vallée ". 1972-1975.

1 liasse

3. VOIRIE NATIONALE

- 276** Dossiers relatifs aux autorisations de bâtir le long de la voirie. 1937-1974.
1 liasse
- 277** *277 - 283 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE L'AUTOROUTE BRUXELLES - NAMUR - ARDENNES (E40). 1958-1976.*
Projet, plan d'expropriation des particuliers, mise en œuvre des travaux. 1958-1971.
1 liasse
- 278** Déplacement d'installations ou de canalisations. 1970-1976.
1 chemise
- 279** Déviation de la route de Grand-Leez pour la construction du pont 45. 1971-1973.
1 chemise
- 280** État des lieux et constat de l'état des lieux des routes empruntées par les véhicules du chantier de construction. 1971-1973.
1 chemise
- 281** Demande d'autorisation par la SA " Spie Batignolles " d'installer des dépôts de carburants, un atelier de menuiserie, un compresseur d'air avec réservoir, un dépôt de bonbonnes d'oxygène et un atelier d'entretien avec postes de soudure sur la route de Grand-Leez pour les besoins du chantier. 1971.
1 chemise
- 282** Demande d'autorisation par la SA " SOCOGETRA " pour l'établissement d'une installation provisoire pour la fabrication de tarmacadam destiné à l'autoroute. 1972-1973.
1 chemise
- 283** Aménagement de l'aire du parking de la commune. 1974-1975.
1 chemise
- 394** *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
Dossier relatif au curage du ruisseau au lieudit " Les nues ". 1952.
1 chemise
- 286** Pièces relatives à l'entretien et à l'aménagement du ruisseau dit " le Nachaux ". 1953-1954, 1963-1970.

1 chemise

- 284 - 285 DOSSIERS RELATIFS À LA WATERINGUE. 1954-1956, 1960.
284 Création. 1954-1956. 1 chemise
- 285 Suppression. 1960. 1 chemise

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- Dossiers relatifs à la participation financière de la commune au Service régional du nord de Namur de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1937-1971.
- Constat des dégradations occasionnées sur les chemins n° 5 et 22 par la pose de canalisations de distribution d'eau. 12 décembre 1947.
- 287 Correspondance avec la Société nationale des distributions d'eau (SNDE) relative aux raccordements et aux perturbations de la distribution d'eau. 1954-1976. 1 chemise
- 288 Extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal relatifs à la demande d'autorisation de Fernand Thirion de combler un puits situé en face de son habitation et n'appartenant pas à la commune. 24 juillet 1964. 2 pièces
- 289 Dossier relatif à l'extension par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE) du réseau de distribution rue de la Place pour le raccordement d'une nouvelle construction appartenant à Émile Debauche-Flabat. 1968-1970. 1 chemise
- 290 Dossier relatif au raccordement en eau du lotissement de la SA " CEGEFINA ", situé sur la chaussée romaine, par le Service régional du nord de Namur de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1976. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 291 Contrat passé entre la commune et la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse à Auvélais (ESMA) pour la fourniture d'énergie électrique. 10 mars 1925.
1 cahier
- 292 Dossier relatif à la construction d'un réseau basse tension par l'entreprise Georges Dardenne. 1927-1934.
1 chemise
- 293 Arrêté de la Députation permanente autorisant la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse à Auvélais (ESMA) à installer une cabine de 100 kW. 29 décembre 1933.
1 chemise
- 294 Pièces relatives à des modifications du réseau basse tension. 1943-1951.
1 chemise
- Dossier relatif à la participation de la commune à l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1956-1966.
- 295 - 296 DOSSIERS RELATIFS AUX PLACEMENTS DE CABINES AÉRIENNES PAR L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE NAMUROISE D'ÉLECTRICITÉ (INEL) ET PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉLECTRICITÉ DE SAMBRE-ET-MEUSE, DES ARDENNES ET DU LUXEMBOURG (ESMALUX). 1967-1970.*
- 295 Rue de Mehaigne, 1967.
1 chemise
- 296 Rue de Perwez (quartier de la Baraque), 1969-1970.
1 chemise
- 297 Dossier relatif à la demande d'autorisation de la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) pour l'abattage de peupliers dans le domaine communal afin de relier la cabine haute tension au terrain de camping du manoir du lieudit " Là-Bas ". 1969-1970.
1 chemise
- 298 Dossier relatif au renforcement du réseau basse tension et au remplacement de supports vétustes par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1970.
1 chemise

-
- 300 Dossier d'enquête de commodo et incommodo relative à l'installation par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) d'une ligne électrique aérienne haute tension sur le territoire des communes de Perwez et Aishe-en-Refail. 1972. 1 chemise
- 299 Dossier d'enquête de commodo et incommodo relative à l'installation par la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) d'une ligne électrique aérienne haute tension sur le territoire des communes de Mehaigne, Liernu et Aishe-en-Refail. 1973. 1 chemise
- 301 Dossier relatif à la demande d'autorisation de la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) pour l'installation d'une ligne aérienne afin de raccorder la cabine le long de l'autoroute E40. 1974. 1 chemise
- 302 Plan du réseau basse tension. 1976. 1 pièce
- 303 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Pièces relatives à la mise en place et aux modifications des installations d'éclairage public. 1953-1974. 1 chemise
- 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la demande d'autorisation de bâtir un bureau central téléphonique sur un terrain cadastré section D, n° 22e par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1951-1952.
- 304 Dossier relatif aux poses de câbles et aux placements de poteaux téléphoniques effectués par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1951-1976. 1 liasse
- 305 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
Dossier relatif au projet d'installation d'un réseau de télédistribution par la Société électrique de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX) puis par l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL). 1970-1973. 1 liasse

306	6. TRANSPORT EN COMMUN Dossier relatif à l'installation d'abris pour voyageurs à divers arrêts de bus. 1957-1975.	1 liasse
<i>E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</i>		
307	1. PLANS COMMUNAUX Dossier relatif à la désignation de Marcel Lahousse, architecte et urbaniste, comme auteur des plans d'aménagement et des levés topographiques. 1952-1963.	1 chemise
<i>308 - 316 DOSSIERS D'ÉTUDE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE PLANS D'AMÉNAGEMENT PAR MARCEL LAHOUSSE. 1957-1958.</i>		
308	308 - 315 Plans. 14 décembre 1957. Plan général de situation existante.	1 pièce
309	Équipement social.	2 pièces
310	Commerce et vie sociale.	1 pièce
311	Voirie et population.	1 pièce
312	Situation de la commune dans la région.	1 pièce
313	Plan communal avec noms des chemins, du ruisseau et réseau téléphonique.	1 pièce
314	Carte oro-hydrographique.	1 pièce
315	Carte géologique.	1 pièce
316	Rapport d'enquête. 1957-1958.	1 cahier

317	Plan particulier d'aménagement n° 1 (Veilahaut). 14 décembre 1957.	1 pièce
318	<i>318 - 321 DOSSIERS RELATIFS AU PLAN PARTICULIER D'AMÉNAGEMENT N° 2 (CENTRE). 1957, 1968-1969, 1973-1975.</i> Plan. 14 décembre 1957.	1 pièce
319	Modification du plan pour la parcelle attenante à la ferme du Château de " Là-Bas ". 1968-1969.	1 chemise
320	Plan modificatif 2A. 1973-1975.	1 chemise
321	Plan modificatif 2C. 1975.	1 chemise
322	<i>322 - 324 DOSSIERS RELATIFS AU PLAN PARTICULIER D'AMÉNAGEMENT N° 3 (NACHAUX). 1957, 1967-1968, 1976.</i> Plan. 14 décembre 1957.	1 pièce
323	Révision partielle. 1967-1968.	1 chemise
324	Plan modificatif 3A. 1976.	1 chemise
325	<i>325 - 328 DOSSIERS RELATIFS AU PLAN PARTICULIER D'AMÉNAGEMENT N° 4 (SOLDE). 1957, 1968, 1974-1976.</i> Plan. 14 décembre 1957.	1 pièce
326	Plan modificatif 4A. 1968, 1974-1975.	1 chemise
327	Plan modificatif 4B. 1975.	1 chemise
328	Demande de modification avec plan. 15 juin 1976.	1 chemise
329	Plan de situation et plan d'aménagement et de lotissement du	

-
- lieudit " Château de Là-Bas ". [2e moitié XXe siècle].
2 pièces
- 330** Correspondance relative aux demandes de modification des plans particuliers d'aménagement. 1966-1967, 1974-1975.
1 chemise
- 331** Dossier relatif aux modifications des plans particuliers d'aménagement n° 1, 2, 3 et 4. 1967-1968.
1 chemise
- 332** 2. CERTIFICATS D'URBANISME
Demandes de certificats d'urbanisme avec plans et réponses pour des blocs de terres cadastrés section E, n° 35k et 31c et pour l'aménagement d'un immeuble cadastré section F, n° 16c et 15g. 1972, 1975.
1 chemise
- 333** 3. PERMIS DE BÂTIR
Dossiers relatifs aux permis de bâtir pour des poses de drains de cave. 1922-1965, 1979-1981.
1 chemise
- 334** Dossiers relatifs aux permis de bâtir. 1950-1961.
1 liasse
- 335** Dossier relatif à la demande d'autorisation de bâtir un bureau central téléphonique sur un terrain cadastré section D, n° 22e par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1951-1952.
1 chemise
- 336** Tableaux statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1959-1969.
1 chemise
- 337** Listes des permis de bâtir délivrés. 1962, 1967-1974.
1 chemise
- 338** Dossiers relatifs aux permis de bâtir pour l'installation de caravanes. 1972-1975.
1 chemise
- 339** 4. PERMIS DE LOTIR
Demande d'approbation d'un projet de lotissement au lieudit " Biermont " sur la parcelle cadastrée section B, n° 167g, et extrait

du registre aux délibération du Conseil communal l'approuvant.
1960.

2 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

- 340 Dossier relatif au régime de vacances et de congés. 1947-1975.
1 chemise
- 341 Dossier relatif à la réouverture d'une deuxième classe de primaire
à l'école communale pour filles. 1955.
1 chemise
- 342 Correspondance relative au regroupement des deux écoles
primaires pour permettre l'octroi de subventions aux classes
existantes. 1964-1965.
1 chemise
- 343 Dossier relatif à la mise en application de la semaine de cinq jours
dans l'enseignement. 1969-1970.
1 chemise
- ### B. ORGANISATION
- 344 Dossier relatif au choix des cours de religion ou de morale. 1959-
1971.
1 chemise
- ### C. BÂTIMENTS
- 345 Dossier relatif au recensement des bâtiments scolaires. 1968.
1 chemise
- 346 Relevé des besoins en matière de travaux de constructions
scolaires et pièces afférentes. 1973.
1 chemise
- ### D. FINANCES
- 347 Dossier relatif aux subventions de fonctionnement. 1953-1974.
1 chemise
- 348 Dossier relatif aux subventions de traitements. (1948) 1956-1976.
1 chemise
- 349 Dossier relatif au contrôle des comptes. 1960-1974.
1 chemise

E. OBLIGATION SCOLAIRE

350 Dossier relatif à la prolongation de la scolarité. 1937-1939, 1946.
1 chemise

351 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1957-1976.
1 liasse

352 Dossier relatif à la quote-part de la commune dans les frais de transport d'enfants anormaux vers l'école libre de Perwez dispensant un enseignement spécial. 1964-1970.
1 chemise

F. AVANTAGES SOCIAUX

353 Dossier relatif à l'autorisation accordée par la commune au Crédit communal pour liquider la participation annuelle de la commune au Fonds national des études. 1955-1956.
1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

- 354 Dossier relatif à la bibliothèque provinciale itinérante (Bibliobus).
1959, 1967-1973. 1 chemise

B. SPORTS

- Dossier relatif à l'électrification du terrain de football et à la
demande de subsides par la société " Jeunesse aischoise ". 1957-
1970.
- 355 Tableaux de recensement des installations sportives. 1966, 1971.
1 chemise

C. HOMMAGES ET FESTIVITÉS

- 356 Dossier relatif aux célébrations de noces d'or et de diamant. 1947-
1975. 1 chemise
- 357 Dossier relatif à la demande de subsides par les Associations
patriotiques de la section d'Éghezée pour la cérémonie de souvenir
organisée à l'occasion du 50e anniversaire de l'armistice 1918.
1968. 1 chemise
- 358 Dossier relatif à l'atterrissage en hélicoptère de saint Nicolas par
l'aéro-club de l'Orneau le 25 novembre 1972. 1972. 1 chemise
- 359 Demandes de réservation d'emplacements pour les forains lors des
kermesses et réponses annotées. 1973-1976. 1 chemise
- 360 Dossier relatif à la commémoration du 25e anniversaire du règne
du Roi Baudouin. 1975-1976. 1 chemise

D. TOURISME

- 361 Dossier relatif aux statistiques du tourisme. 1970-1975. 1 chemise
- 362 Lettres de la Fédération du tourisme de la province de Namur
relatives aux manifestations culturelles et touristiques de la

commune, avec réponse annotée. 1967-1971.

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

363 - 367 TABLEAUX, CARNETS DE DÉPOUILLEMENTS ET LISTES DE RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1933-1975. 1933-1934, 1936-1937.

- 363 1933-1934, 1936-1937. 1 chemise
- 364 1940-1949. 1 liasse
- 365 1950-1951, 1953-1960. 1 liasse
- 366 1963-1970. 1 liasse
- 367 1971-1975. 1 liasse
- 368 Extraits de matrices cadastrales et fiches d'exploitants. [1950-1960]. 1 liasse

B. CIRCULATION

- 369 Dossier relatif aux services d'autobus mis en place par la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) desservant Aishe-en-Refail. 1937-1975. 1 chemise
- 370 Questionnaire de la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) relatif aux transports en commun et lettre adressée au receveur des contributions par la commune d'Aishe-en-Refail demandant les informations nécessaires. Août 1967. 2 pièces

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT

371 - 372 DOSSIERS RELATIFS À LA MISE AU TRAVAIL DES
CHÔMEURS. 1954-1969.

371 1954-1960. 1 liasse

372 1961-1969. 1 liasse

373 Listes de pointage et de contrôle des chômeurs. 1959-1975. 1 liasse

B. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

374 Liste des personnes admises au bénéfice de la majoration de rente
de vieillesse et pièces annexes. 1930-1971. 1 volume

---	XVI. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE Dossier relatif à l'échange d'un terrain entre la commune et la Commission d'assistance publique en vue de l'élargissement du chemin n° 18. 1930-1934.	
375	Compte annuel. 1975.	1 cahier
376	Budget annuel. 1977.	1 cahier

XVII.RELATION AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE

A. PERSONNEL

389 Procès-verbaux de séances du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers relatifs à la nomination de membres. 1972, 1975.
2 pièces

B. PATRIMOINE

377 Pièces relatives à la location de biens immobiliers. 1943-1945.
1 chemise

378 Dossier relatif à la location de terrains par André Marin et Paul Laisse. 1966-1967.
1 chemise

379 Pièces relatives à la mise en vente par adjudication publique d'une maison et d'un terrain y attenant cadastrés section B, n° 81, 82g, h et 83a. 1967-1969.
1 chemise

C. FINANCES

380 380 - 383 COMPTES ANNUELS. 1941-1976.
1941-1949.
1 chemise

381 1950-1959.
1 chemise

382 1960-1969.
1 chemise

383 1970-1976.
1 chemise

384 384 - 387 BUDGETS ANNUELS. 1944-1976.
1944-1949.
1 chemise

385 1950, 1953-1959.
1 chemise

386 1960-1969.
1 chemise

387

1970-1976.

1 chemise